



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1097>

# Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2002 - N° 1019 - mars 2002 -

Date de mise en ligne : samedi 27 janvier 2007

Date de parution : mars 2002

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

## LES ÉTATS-UNIS ET LES ARMES BIOLOGIQUES

143 pays ont ratifié la convention de 1972 interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'acquisitions d'armes biologiques. Depuis 1995, un protocole additionnel de vérification est en cours d'élaboration mais les États-Unis ne veulent absolument pas le signer. Le 25 juillet 2001, ils avaient purement et simplement claqué la porte en rejetant toute éventualité de contrôle international de leurs laboratoires et de leurs arsenaux, sous prétexte de mise en danger de leur sécurité nationale. Après les événements du 11 septembre, on pouvait penser qu'ils se montreraient plus réceptifs aux craintes de prolifération exprimées par leurs partenaires. Il n'en a rien été : si le sous-secrétaire américain chargé du contrôle des armements s'est personnellement déplacé pour assister à l'ouverture de la cinquième conférence des États parties à la Convention sur les armes biologiques de Genève, ce n'était que pour redire l'inutilité d'un protocole additionnel et réaffirmer l'opposition des États-Unis à toute mesure contraignante de contrôle international. « Ce protocole est mort » a-t-il asséné. Et il a continué son intervention en s'en prenant à l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord, la Lybie, le Soudan et la Syrie qu'il a accusés d'avoir violé la convention sur les armes biologiques ! Comble du mépris et du cynisme, il a quitté les lieux sans même prendre la peine d'écouter les réponses des pays incriminés. Or, dans ce domaine comme dans tant d'autres, le gouvernement américain n'exprime pas la volonté de son opinion publique : outre plusieurs associations scientifiques et organisation non gouvernementales américaines, 80% des citoyens américains interrogés pensent que les inspections d'entreprises publiques ou privées liées à la fabrication ou l'entreposage d'armes biologiques devraient être contraignantes et non pas volontaires ; 72% d'entre eux considèrent qu'il est essentiel de s'assurer que de telles armes ne soient pas produites du tout, plutôt que de garantir leur secret de fabrication [1].

## CHACUN SON RÔLE

Dans la guerre contre le terrorisme que les États-Unis veulent mener comme bon leur semble, sans prendre l'avis de leurs alliés, les quinze européens sont « réduits au rôle de bailleurs de fonds, sinon de suppléants de l'US Army, du Kosovo à la Palestine, en passant par l'Afghanistan [2] ». Face au député RPR Claude Lellouche, membre de la Commission de la Défense de l'Assemblée Nationale, Paul Wolfowitz, le soussecrétaire américain à la Défense, a résumé crûment la position américaine : « Les Américains font la cuisine et les Européens la vaisselle ». On ne sait pas comment a réagi Lellouche, mais les Européens ne sont pas restés sans réaction, comme en témoigne, entre autres, la déclaration d'Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères : « Nous sommes menacés d'un nouveau simplisme, qui est de ramener tous les problèmes du monde à la seule lutte contre le terrorisme, ce qui n'est pas sérieux ».

## L'AXE "LIBÉRAL"

Après "l'axe du mal" américain, voici "l'axe libéral". À l'issue de leur rencontre à Rome le 15 février, Tony Blair et Silvio Berlusconi, le faux travailliste et le vrai fasciste, ont adopté trois documents qui prônent une plus grande "flexibilité" du travail dans l'Union européenne [3]. « Les trois documents que nous publions aujourd'hui indiquent notre soutien sans faille à des réformes économiques structurelles en Europe qui aident l'emploi et la croissance. C'est un moment important et j'espère que nous obtiendrons l'appui de tous en Europe », a déclaré le Premier ministre britannique. Gageons qu'ils ne tarderont pas à recevoir le soutien de Guy Aznar lors du prochain sommet européen de Barcelone ! Les Français qui vont élire leur Président et leurs députés feraient bien de les interroger sur le sort qu'ils comptent réserver à ce document. Leur sécurité en dépend !

[1] Le Monde, 25-26/11/2001.

[2] La vie catholique, 14-20/2/2002.

[3] Le Monde, 17-18/2/ 2002.